

Motion présentée par les élus de la liste SNES-SNEP-SNUEP

au Conseil d'Administration du lycée Branly de Boulogne-Sur-Mer du 22 novembre 2016

La FSU et les élus de la liste SNES-SNEP-SNUEP au CA du lycée Branly interpellent la région sur les points suivants :

Matériels et entretien des établissements :

Un audit demandé à l'Inspection Générale est en cours d'élaboration sur les personnels techniques des établissements avec étude d'externalisation. Le danger est présent d'une externalisation à terme malgré les discours rassurant de la collectivité, et des arbitrages seront effectués par la suite. En parallèle, la région veut solliciter davantage les artisans locaux pour les travaux au sein des établissements. Or ces missions sont déjà assurées le plus souvent par des personnels ATTEE « Adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement », ex TOS (techniciens ouvriers spécialisés).

Sur les personnels précaires en contrat CUI (contrat unique d'insertion), la région Ex-Nord PdC avaient eu recours à plus de 1100 contrats aidés contre seulement 170 pour la Picardie. La FSU n'a eu aucune réponse sur la nouvelle orientation retenue pour ces postes et pour les missions qu'ils occupaient. Où est donc le respect des missions du Service Public ? L'a priori idéologique en faveur du monde de l'entreprise au détriment des services publics est affirmé par la Présidence de Région. La FSU et les élus déposant cette motion exigent la création de postes de fonctionnaires formés et titulaires pour assurer les missions de service public car dans ce contexte, l'avenir des contractuels et des contrats aidés est sur la sellette.

Gestion du parc informatique : des Emplois d'Avenir avaient été recrutés en Nord Pas-de-Calais pour leur gestion dans les établissements. Ceux dont les contrats se sont achevés depuis septembre, seront contactés pour une éventuelle embauche (10 contrats sont en voie de renouvellement et 45 contrats sont en cours de recrutement). La FSU et les élus déposant cette motion rappellent que les dotations en personnel étaient déjà très insuffisantes et que si la région veut conserver un parc informatique entretenu, il est urgent de créer des postes dédiés pour leur gestion dans les établissements (dans certains lycées, ce sont des parcs de plus 600 ordinateurs à gérer au quotidien). A ce jour dans notre établissement, notre collègue Emploi d'Avenir n'a pas été réembauché ou remplacé. Les EMOP, équipes mobiles d'ouvriers professionnels, ne peuvent pas être la seule réponse aux nombreux besoins de gestion quotidienne.

Matériel informatique : la région envisage des achats groupés de matériel pour répondre aux besoins des établissements. La FSU et les élus déposant cette motion attirent l'attention de la région sur ces dotations en matériel standardisé, qui ne peuvent pas répondre aux demandes spécifiques des équipes éducatives.

La FSU et les élus du lycée Branly déposant cette motion demandent donc à la Région Hauts de France de revoir sa politique envers les personnels intervenant dans les lycées de manière à garantir un service public de qualité sur l'ensemble de notre nouveau territoire.

S'associent à la motion :